La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

18ème année - N° 3116 - Mercredi 14 Mars 2018 - Prix : 200 Fc

CRISE SOCIALE À MAYOTTE

Le ministre de l'intérieur dénonce la stigmatisation



Le ministre de l'intérieur avec les responsables de la sécurité sur la situation à Mayotte

Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Mars 2018

Lever du soleil:
06h 10mn
Coucher du soleil:
18h 24mn

Fadjr :	04h 58mn
Dhouhr :	12h 21mn
Ansr :	15h 39mn
Maghrib:	18h 27mn
Incha:	19h 41mn



RUMEURS D'ENLÈVEMENT À NGAZIDJA

Les procureurs évoquent «une psychose sans fondement»

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

RUMEURS D'ENLÈVEMENT À NGAZIDJA

Les procureurs évoquent «une psychose sans fondement»

Ces derniers temps à Ngazidja une rumeur circule, selon laquelle des hommes dans un véhicule type 4×4, seraient à l'origine d'enlèvements en tout genre. Des dires qui ont contraint les procureurs à s'exprimer sur le sujet tant la population semble traumatisée.


Les deux procureurs devant la presse

Le procureur général, qui parle de « fausses informations » demande à ceux qui les propagent d'apporter des preuves tangibles faute de quoi, « nous serons obligés de prendre les mesures nécessaires pour stopper cette psychose ». Un 4×4 noir (ou blanc selon une autre version), à l'origine d'enlèvements à Ngazidja. La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre, contraignant les autorités à réagir.

Dans une conférence de presse conjointe, tenue à Moroni lundi, le procureur général et celui de la République ont fait le point sur les rumeurs, qui circulent à Ngazidja et créent une véritable psychose. « C'est faux », assure Youssouf Ali Djaé, procureur général, dans une conférence de presse tenue conjointement avec le procureur de la république au tribunal de Moroni. « Ce sont des rumeurs qui ne font que créer une psychose au sein de la population », ajoute-t-il.

Les deux magistrat ont dénoncé cette situation qui a pour conséquence, outre le sentiment d'insécurité ressenti par la population, un chamboulement dans le quotidien, particulièrement des jeunes femmes qui n'osent même plus sortir de peur d'être victimes des "ravisseurs". « Si cette folie continue à se propager dans nos villes et villages, cela risque de créer une panique générale dans un pays où il fait pourtant bon vivre », rapelle le procureur de la république.

« De notre côté, il n'y a jamais eu de plaintes allant dans ce sens. Aucune famille n'est jamais venue nous signaler une disparition quelconque de membres de leur famille », rajoute-t-il, s'interrogeant sur l'origine de cette rumeur qu'il finira par qualifier de « campagne malsaine ». Les auteurs de cette « intox seront jugés. C'est une infraction punie par la loi», prévient le procureur général qui ajoute qu'ils seront fermes sur cette affaire. Pour rappel, ce n'est pas la première fois que le pays fait face à ce genre de rumeur.

Ibnou M. Abdou

ALLIANCE SOLAIRE INTERNATIONALE

Les Comores au rendez-vous avant l'heure ?

Avec le projet de construction de deux centrales solaires à Anjouan et à Mohéli, les Comores ont toutes les cartes en main pour être au rendez-vous avant 2030, date à laquelle l'Alliance solaire internationale ambitionne de mettre en place 1 000 GW par des centrales solaires supplémentaires dans les pays concernés.

Si les Comores sont généralement à la traine ou pratiquement absents des engagements pris sur la scène internationale, avec l'Alliance solaire internationale, le pays peut être au rendez-vous, avant l'heure même. L'archipel s'apprête à entrer dans le mix énergétique, misant beaucoup plus sur le solaire. Si on peut se fier au contrat signé entre le gouvernement et « electronic power system (EPS) », les Comores, un des pays les plus ensoleillés du globe, sont sur la bonne voie, et cela avant le sommet de l'alliance solaire internationale, tenu du 10 au 11 mars dernier à New Delhi, en Inde.

La société italienne EPS qui, à travers le groupe Vigor a remporté le marché de construction de deux centrales solaires à Anjouan et à Mohéli, prévoit de terminer les travaux d'ici la fin de cette année. A Anjouan, avec ses besoins énergétiques de 6 méga watts, EPS prévoit d'y installer une centrale de sept à huit méga watts minimums, tandis qu'à Mohéli, où le besoin actuel est de 1 méga watt, la société italienne installera une centrale capable de produire 1 à 2 méga watts.

« L'Union des Comores reste un pays avec des potentialités en matière d'énergie renouvelable, le volcan Karthala, encore en activité, étant une source d'énergie propre, entre autres sources d'énergie », a mis en exergue Azali Assoumani, lors de son allocution à la séance plénière du sommet. Un discours tombé nez à nez avec la présence des agents de la société« electronic power system » sur les deux îles pour l'étude de faisabilité de l'installation de deux centrales solaires.

L'Alliance solaire internationale (ASI) a été officiellement lancée samedi à New Delhi en Inde. L'initiative dont la mise en place a démarré depuis 2015 en marge de la Cop21 à Paris, ambitionne de faciliter la mise en place d'ici 2030, de 1 000 GW de centrales solaires supplémentaires. Selon le ministère comorien des affaires étrangères, l'accord cadre définissant les statuts de l'Alliance a été signé par 58 pays et ratifié par 26, dont l'Union des Comores.

Toufé Maecha

La Gazette des Comores
Le devoir d'informer, la liberté d'ecrire

La Gazette des Comores
Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication et Rédacteur en chef
Elhad Said Omar
Rédaction
A. Mmagaza
Maoulida Mbaé
Al-hamdi Abdillah
Mohamed Youssouf
M.I.M Abdou
Toufé Maecha
Chronique Sportive
B.M. Gondet
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Secrétaire de rédaction
Sanaa Chouzour
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Rahamatouallah Youssouf
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

CRISE SOCIALE À MAYOTTE

Le ministre de l'intérieur dénonce la stigmatisation

Le ministre de l'intérieur, Mohamed Daoudou s'est exprimé hier matin sur la situation à Mayotte. Le premier flic du pays qui dénonce ce qu'il qualifie d'extrême violence importée d'ailleurs et appelle à la retenu et au retour au calme.

Les autorités comoriennes décident de sortir du silence sur la situation qui prévaut dans l'île de Mayotte. Dans une déclaration faite devant les médias par le ministre de l'intérieur à la sortie d'une réunion avec les responsables de la sécurité du pays, Mohamed Daoudou déplore la tournure des événements dans cette île comorienne sous administration française, en proie à une explosion de violence ces derniers jours.

« Nous regrettons ce qui se passe à Mayotte. C'est pour cela que nous appelons au calme et au retour de la stabilité », a-t-il déclaré. Le ministre de l'intérieur assure que les autorités comoriennes suivent avec attention ce qui se passe dans cette île. « La sécurité des comoriens nous interpelle beaucoup, Mayotte étant une île comorienne », a-t-il dit. Il condamne la stigmatisation dont les comoriens des autres îles sont victimes et rejette les actes de barbarie contre des ressortissants étrangers. « Le mode opératoire de la violence nous fait comprendre qu'il est importé de certains pays africains. N'oublions pas qu'il y a peu nous avons interpellé une cinquantaine de personnes d'origine africaine rentrés illégalement en territoire comorien », a-t-il fait savoir, déplorant de nouveau la monté de la violence.

« Nous sommes tous concernés par ce qui se passe dans cette île. Nous avons d'ailleurs saisi le ministère des affaires étrangères pour que nous puissions voir clair dans cette situation », a-t-il fait savoir, ajoutant que les mesures de sécurité vont être renforcées.

Depuis, le 18 février Mayotte est secouée par un mouvement de contestation sans précédent. L'île est paralysée depuis de deux semaines, par des barrages dressés et des activités économiques qui tournent au ralenti. Le déplacement de la ministre français de l'Outre-mer ce lundi n'a pas permis d'endiguer le mouvement. En vain pour l'instant. Durant la rentrée des classes hier, seulement 110 écoles sur 180 étaient ouvertes selon la ministre, et des barrages continuaient de paralyser l'île.

Annick Girardin a annoncé une série de mesures pour tenter de désamorcer le mouvement de contestation qui agite l'île. Au cours d'une conférence de presse, elle a notamment confirmé le maintien sur le territoire, jusqu'à la fin de l'année scolaire, de 60 gendarmes supplémentaires de l'escadron de gendarmes mobiles arrivé en renfort début mars. De son côté, le demi-escadron de gendarmes mobiles affecté au renfort de la gendarmerie départementale depuis 2016 est pérennisé, tandis qu'une brigade de gendarmerie nationale est créée à Koungou. Les effectifs de la réserve territoriale de la gendarmerie, forts actuellement de 60 réservistes, sont augmentés de 50 %.

Maoulida Mbaé

MISSION DU COMESA À MORONI

Améliorer le climat des affaires et des investissements

Une mission du COMESA, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe, se trouve aux Comores depuis dimanche. Hier mardi s'est tenue une réunion de travail avec l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements aux Comores (Anpi). Au coeur des échanges, le programme d'amélioration du climat des affaires et des investissements.

Trois représentants du COMESA sont à Moroni depuis dimanche. La mission a rencontré hier, l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements aux Comores (ANPI). « Si nous sommes venus ici aujourd'hui, c'est pour accompagner les efforts du gouvernement pour rendre les Comores, un pays qui aspire au développement. L'an passé, nous étions venus au mois de septembre pour aider le pays à se doter d'une stratégie de développement industriel. Elle a été adoptée par les experts mais aussi endossée par le gouvernement. C'est une bonne chose car on a pu identifier certaines chaines de valeur qu'il fallait développer ou encourager pour pouvoir relever le niveau de vie de l'homme comorien en général. Aujourd'hui, on est là pour aider les Comores sur le climat des affaires et des investissements », a expliqué Thierry Mutimbo Kalondji, le chef de la délégation du Comesa.

Avec l'ANPI, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe s'est entretenu sur un programme visant à améliorer le climat des affaires et des investissements aux Comores, le Comesa souhaitant apporter son expertise mais aussi un appui financier à l'Anpi en recensant les problèmes auxquels l'agence est confrontée. Le directeur pour la promotion des investissements, du secteur privé et du développement au COMESA a cité une liste de facteurs favorisant les investissements; parmi ceux-là, un cadre légal, les ressources naturelles ou encore l'occupation du marché.

« Il y a eu des avancées dans ce domaine notamment la mise en place d'un comité technique qui initie les réformes. On a appris qu'il y a eu des réformes à succès réalisés dans le pays; des lois promulguées et des décisions pour leur mise en œuvre », s'est réjouit le représentant du Comesa. Toutefois, « malgré que les Comores aient gagné en termes de classement au niveau du Doing Business, les réformes n'ont pas été établies de manière durable ».



La mission COMESA reçue à l'ANPI

Pour le directeur de l'ANPI, améliorer le climat des affaires va contribuer à une économie de production. Et pour rendre cela possible, l'Anpi s'inspirera du continent: « Notre réflexion se porte au plus haut niveau. Il s'agit d'institutionnaliser un conseil présidentiel qui sera en charge de promouvoir les investissements comme ça se fait dans plusieurs pays africains comme le Rwanda. L'idée a été retenue et maintenant, nous allons mener une campagne de sensibilisation auprès des autorités pour démontrer l'importance de cet organe ».

La mission du Comesa quitte Moroni aujourd'hui mercredi. Dans deux semaines, elle reviendra pour un grand forum décisionnel sur les investissements.

Mohamed Youssouf

HABARI ZA UDUNGA

L'art de faire durer le suspense à plus ou moins l'infini

Dans cette rubrique, nous prenons toujours soin d'essayer de comprendre les habitants des îles de la lune, qui ont l'habitude de passer une grande partie de leur temps dans des activités non lucratives pour ne pas dire productives. Aussi, est-il communément admis que le microcosme politique sous les cocotiers a toujours refusé de dépasser une vision étriquée de la gestion des biens publics. Or il faudrait arriver à dépasser ce débat et refonder des nouvelles approches qui puissent nous permettre d'aller de l'avant.

Dans les faits, l'approche dominant chez nous ne prend pas suffisamment en compte le fait que nos îles doivent, dans une certaine mesure, intégrer l'environnement géostratégique dans lequel elles évoluent. Et quand on parle de géostratégie, on doit avoir en vue tous les paramètres qui gouvernent la marche du monde actuel. En plus quand on sait que beaucoup de nos responsables politiques sont imperméables aux outils des nouvelles technologies de l'information et de la communication, on mesure aisément le retard considérable qu'ils ont à suivre la marche des évènements de par le monde et dans notre région.

Nous nous retrouvons aujourd'hui face à des multiples défis : il ne faudrait pas que face à l'urgence de résoudre un certain nombre de problèmes, l'on se mette à vouloir régler tous les problèmes à la fois. Il faut dès à présent définir des priorités face aux défis du moment. Vouloir répondre du tac au tac aux critiques des uns et des autres, n'est pas la bonne stratégie. Il serait même contre-productif. C'est dans cette optique qu'il convient d'établir certaines priorités.

Actuellement, on a le plus grand mal à définir ces priorités. Après la fin des Assises, l'opinion a un peu du mal à cerner la suite du programme même si le chef de l'Etat a tracé quelques pistes. Personne n'ignore qu'une partie non négligeable des participants aux assises avait une partition à lui dans sa poche. A l'heure qu'il est ils se sont positionnés dans les starting-blocks pour démarrer au quart de tour, au coup de sifflet du Président et prendre part à un hypothétique gouvernement. Hypothétique, car ce dernier peut faire durer le suspense à plus ou moins l'infini.

Mais connaissant par ailleurs les capacités réelles de nos hauts cadres à faire face à la problématique des questions de développement, on peut raisonnablement être confiant pour la suite du processus, pour peu, que les démons de la déstabilisation venant d'ailleurs, ne parviennent encore une fois à casser la dynamique qui se met progressivement en place, à la grande satisfaction des réseaux régionaux de la françafrique.

Gageons cependant, que nos décideurs, sauront raison garder et feront leur, ce proverbe sénégalais qui dit : « Je me méfie de l'étranger qui vient décider, à ma place, des solutions aux problèmes de mes propres greniers ».

Mmagaza

Numéros utiles

Police
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

Port maritime
Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux
Moroni:: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 764 43 00
Meck: 773 36 40

MAMWE
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

ONU Comores
unis dans l'action

unicef

LRFP- 2018-9138293

LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)

Lance un appel d'offres pour :

L'OFFRE NE SERA CONSIDEREE QUE SI LE NUMERO DE L'APPEL D'OFFRE FIGURE SUR L'ENVELOPPE REPONSE.	**AVIS D'APPEL D'OFFRES** Travail de terrain pour la collecte de données qualitatives pour le projet d'études sur le Temps à Enseigner en Union des Comores	Date d'émission : Le 12/03/2018 **Dans toute correspondance, rappeler la référence suivante :** **Appel d'offre Réf: LRFP-2018-9138293** **Au plus tard le 26 Mars 2018 à 12h00.**

L'UNICEF, ainsi que le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement, de la Recherche et des Arts (MENERA), souhaitent mener une étude qui approfondira la compréhension des facteurs déterminant l'assiduité des enseignants du primaire et la motivation à enseigner aux Comores, se rapportant aux initiatives extrinsèques et intrinsèques.

En utilisant un concept multi-niveau d'absentéisme des enseignants et des méthodes de recherches qualitatives, l'étude a pour but d'identifier les lacunes menant à l'absentéisme des enseignants du primaire.

Pour atteindre les objectifs de ce projet, l'UNICEF cherche à nommer une Équipe de recherche qualitative pour entreprendre la collecte des données et le travail de terrain aux Comores.

Ainsi, UNICEF Comores souhaite engager une institution (privée ou associative) nationale ayant les capacités et l'expertise dans la collecte, le traitement et l'analyse de données quantitatives.

Les institutions ayant les compétences mentionnées, et étant enregistrées officiellement en Union des Comores, sont priées de bien vouloir retirer gratuitement le dossier d'appel d'offres à l'UNICEF en vue de soumettre leur meilleure proposition d'offre suivant les conditions énoncées.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter :

La Section Approvisionnement - Bureau Unicef MORONI – Tél 7735573 / 7730369 / 7730993

Le Chef des Opérations

MUSIQUE

Nassor Saleh est parti

Le grand chanteur de Twarab, Nassor Saleh, nous a quittés samedi à l'âge de 75 ans. Une étoile s'est éteinte dans la musique comorienne.

L'artiste Nassor Saleh, un des chanteurs emblématiques de la mythique association Aoulad El Komor, est décédé samedi dernier des suites d'une maladie. Chanteur incontesté, il a bercé plusieurs générations de Comoriens depuis le début des années 1970, avec ses innombrables chansons d'amour. Parmi elles, nous citerons « Mna Nkame », « Chiromani », « Trunda » ou encore « Vedetti » qui ont marqué les esprits.

Nassor Saleh était un homme affable, proche des gens et extrêmement courtois à en croire ses proches. De Nassor Saleh, la nouvelle génération a beaucoup appris, tant dans sa passion pour la musique, qu'il démontrait à travers ses chansons et ses sorties, que son incroyable talent, sa façon d'interpréter ses textes, sa technique de chant ou encore l'expression de son visage et sa façon d'habiter la scène durant ses performances.

« Nassor Saleh était une star d'époque et ma mère me parlait beaucoup de lui ; elle disait de lui qu'il était son idole. Je pense que son arrivée correspond à l'arrivée du Twarab aux Comores et il avait vraiment de succès à l'époque », témoigne le rappeur et compositeur, Cheikh Mc. Pour cet artiste phare de la nouvelle génération, Nassor Saleh est l'un des rares artistes à avoir continué à faire de la musique même à un certain âge.

« Nous, la nouvelle génération, avons eu la chance d'échanger beaucoup avec lui à travers des formations sur les instruments du Twarab. Pour moi, c'était une grande icône et un grand ami», a confié Cheikh Mc. Nassor Saleh était aussi un militant engagé pour la justice sociale. Membre fondateur du parti Mayesha Bora, il avait mis son domicile à disposition pour servir de siège du parti. C'était aussi un soldat de conscience ; il était parmi l'un des premiers officiers de l'Armée Nationale Populaire de la RDLSK (République Démocratique, Laïque et Sociale de Komori). Nassor Saleh a été inhumé dimanche à Moroni. Il restera probablement pour les Comoriens, l'un des plus éminents ambassadeurs du Twarab. Il avait passé son enfance en Tanzanie, où il est né.

Mohamed Youssouf


Nassor Saleh chanteur de twarab décédé samedi à Moroni

ELECTION MISS COMORES

Rimoindzawo Mondoha élue Miss Comores 2018

Originaire de Ngazidja et native de Ntsoudjini Ngomé dans la région d'Itsandra, Rimoindzao Mondoha a été élue Miss Comores 2018. Titulaire d'un baccalauréat des métiers de la mode, la jeune femme de 21 ans va succéder à Nejma Saindou, Miss Comores 2017, également élue aussi Miss Afrique International France 2017.

Actuellement, Rimoindzao Mondoha est en 2ème Année BTS technico-commercial. Durant son mandat, celle qui a été désignée ambassadrice de la beauté des Iles Comores à Bondy dans la région parisienne a dit vouloir lutter contre les vols d'enfant et la pédophilie. Cette année, elles étaient 13 beautés à concourir lors de la finale. La première dauphine est de l'ile comorienne de Mayotte.

Mohamed Youssouf





JEUX PARALYMPIQUES EN CORÉE DU SUD

Athlètes comoriens, filles et garçons, non représentés

Du 09 au 18 mars prochain, environ 670 athlètes, sexes et âges confondus, se bousculent à Pyeon-Chang (Corée du sud) pour recueillir une belle moisson des médailles. Chaque athlète participe selon des règles adaptées à sa condition physique. Dans cette édition 2018, les athlètes de l'Archipel aux îles de la Lune, régulièrement représentés en natation et en sports adaptés, tenus dans des salles, brillent par leur absence.

Pendant dix jours, 670 athlètes, issus de divers continents, se confrontent en Corée du Sud, dans la région de PyeonChang. Par rapport à la nature et au degré de l'infirmité, chaque athlète, filles et garçons, participe selon des règles adaptées à sa condition physique. Pendant ce genre d'événement, d'autres Jeux se déroulent en salle. Ce sont des nageurs handicapés physiques et les concurrents en sports adaptés, exemple les malvoyants, les sourds-muets et/ou les handicapés mentaux qui sont admis.

Les Jeux d'été et d'hiver d'Abou Dhabi, des États-Unis ou encore de la Grèce où des athlètes comoriens, comme Ahamada Saïndou (Mongol) et Irham Aboubacar (handicapés physique et mental), étaient médaillés pourraient illustrer bien notre thèse. La famille Kennedy, à l'origine des Jeux paralympiques, assurent la participation des athlètes classifiés des Comores, de Djibouti, de l'Érythrée, de la Somalie, du Soudan, etc.

Belle moisson de médailles aux Usa

Le patron de la Fédération Comorienne des Handisports expliquent le motif de l'absence des athlètes comoriens : malvoyants, sourds-muets et/ou handicapés mentaux : « On n'est pas allé en Corée du sud, notamment à PyeonChang parce qu'on ne participe pas à ce genre des Jeux. En Allemagne, c'était des Jeux pour la classification, en perspective des Jeux paralympiques de Londres. C'est différent ». La classification est une opération qui évalue chaque sportif au cours d'épreuves antérieures aux Jeux pour lui appliquer un coefficient en fonction de son handicap.

En Angleterre, les athlètes comoriens retenus ont concurrencé en natation et en sports adaptés, ouverts exclusivement aux malvoyants, aux sourds-muets et aux handicapés mentaux. Et à la manière des coureurs de 100 mètres ou de marathon pendant les Jeux paralympiques d'été, les personnes aveugles ou déficientes visuelles bénéficient d'un guide. Les responsables du Comité National Paralympique des Comores pensent-ils aux enjeux qui attendent nos meilleurs nageurs handicapés comme l'Iconien Hassan Ahmada Djae et le Mohélien, Archidine Said amputé d'un membre inférieur, aux Jeux des Iles de l'Océan indien de Maurice, 2019 ? La gloire se planifie, car elle se mérite.

Bm Gondet

UNION DES COMORES
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'ENERGIE, DE L'INDUSTRIE, DE L'ARTISANAT, DU TOURISME, DES INVESTISSEMENTS, DU SECTEUR PRIVE ET DES AFFAIRES FONCIERES

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

Projet pilote d'Appui à l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (PAAPI)

STRUCTURE D'EXECUTION DU PROJET

APPUI A L'AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (PAAPI)- PROJET PILOTE

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET

1. L'Union des Comores a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet pilote d'Appui à l'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (PAAPI) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer « **le contrat d'un cabinet pour soutenir l'Agence Nationale pour La Promotion des Investissements (ANPI), pour promouvoir et faciliter les investissements** ».

2. Les services prévus au titre de ce contrat consistent à assister l'ANPI à la réalisation des activités ci-après :

i. Sensibiliser sur le fait que les Comores sont ouvertes et prêtes pour l'Investissement Direct Etranger (IDE) dans les secteurs prioritaires;

ii. Promouvoir le pays en tant que destination d'investissement de premier plan et présenter des opportunités d'investissement intér ssantes dans ces secteurs afin de générer des flux d'intérêts et demandes auprès des investisseurs dans les secteurscibles;

iii. Attirer des investissements créateurs d'emplois en particulier ceux qui apportent de nouveaux procédés, technologies, marchés, compétences et emplois aux Comores;

iv. Fournir une facilitation et des services d'investissement efficaces aux investisseurs;

v. Fournir des services de suivi aux investisseurs.

3. La SEP invite les firmes qualifiées à présenter leurs candidatures en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

4. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes à la « Politique de passation des marchés des opérations financées par le Groupe de la Banque » en date d'octobre 2015, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : http ://www.afdb.org.

5. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au jeudi de 7h30mn à 16h30mn et le vendredi de 7h30mn à 11h30mn (heures locales de Moroni – Union des Comores).

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **29/03/2018 à 10 heures 30 minutes (heure de Moroni)** et porter expressément la mention

«Recrutement d'un cabinet pour soutenir l'Agence Nationale pour La Promotion des Investissements (ANPI), pour promouvoir et faciliter les investissements ».

A l'attention du Coordonnateur de la SEP p/i
Monsieur Mohamed Nadjib Youssouf
Structure d'Exécution du Projet (SEP)
Quartier Malouzini – Moroni
BP : 7755 Moroni
Moroni - Union des Comores
Bureau: (+269) 773 94 80
Fax: (+269) 773 95 54
Email: prci_comores@yahoo.fr

onnement
tellement plus simple
76 45 ou 773 91 21

informé,
e chaque jour

s Comores,
omprendre

UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

Vice-Présidence

En charge du Ministère des Finances, de l'Economie, du Budget, de l'Investissement,
du Commerce Extérieur et des privatisations

